

Lettre aux abstentionnistes, à tous ceux qui résistent, qui en ont assez et qui veulent que ça change

(déjà signée, ce 22 décembre, par 1 500 travailleurs et militants)

Dans quelques mois aura lieu l'élection présidentielle. Que choisir ? Il y a des certitudes, des doutes, des interrogations. Que les Macron, Le Pen, Zemmour, Péresse veuillent poursuivre chacun à sa façon la politique néfaste déjà mise en œuvre, c'est une certitude.

Que les Hidalgo, Jadot, Roussel, Montebourg... en contradiction totale avec les idéaux de « gauche » dont ils se réclament, finissent par faire ou soutenir la même politique que celle que leurs partis ont pratiquée en étant au pouvoir, c'est une certitude.

Ils s'en cachent à peine.

C'est d'ailleurs la raison pour laquelle d'élection en élection, las des revirements et des promesses non tenues, nous nous sommes massivement abstenus. Et nous avons bien fait.

Pourquoi continuer à voter pour ceux qui, une fois élus, font l'inverse de ce qu'ils ont promis pour être élus ? Pourquoi continuer à faire confiance à ceux qui, « de gauche », font, une fois élus, une politique « de droite » contre nous ? On se souvient des appels enflammés d'un Hollande, « *pour moi, l'ennemi c'est la finance* ». Hollande, soutenu par les dirigeants du Parti socialiste, du Parti communiste, des Verts et d'autres encore.

On sait ce qu'il est advenu de son « combat » contre la finance, des cadeaux princiers aux plus riches, et aussi de la politique de ses différents gouvernements, avec la loi El Khomri, l'utilisation de l'article 49-3, et pour finir les déclarations nauséabondes d'un Valls, la proposition de déchéance de nationalité, et plus généralement une politique contre les immigrés dont on voit aujourd'hui l'horreur qu'on leur fait subir. Aucun doute, nous nous sommes abstenus en toute conscience et en toute connaissance de cause.

Puis, en 2017, avec des millions d'autres, nous avons voté Mélenchon.

Nous avons été 7 millions à voter pour cette possibilité de rupture avec ce monde frelaté de la soumission aux puissants, toujours partisans de « on ne peut pas faire autrement » et toujours contre les hommes et les femmes, la population laborieuse qui n'a que son travail pour vivre. Ou qui, sans travail, survit à peine et de moins en moins.

Puis, au second tour de 2017, nous nous sommes à nouveau abstenus.

Et ce malgré la propagande effrénée, les pressions considérables de tous bords de la quasi-totalité de tous les partis, du PC, du PS, des Verts... visant à nous enfermer

dans « le piège de l'extrême droite » savamment organisé. A l'inverse de tous ceux-là, et en rupture avec ce qui est devenu une tragique tradition, LFI, le PG, Mélenchon ne nous ont pas appelés à voter pour Macron, donc à voter contre nos propres intérêts puisque Macron avait affiché dès sa participation au gouvernement de Hollande ses objectifs antisociaux et anti-ouvriers. Nous avons refusé ce piège infernal, au point que Macron n'a été élu qu'avec 18 % du corps électoral.

Et là encore, nous avons eu raison.

Depuis, que s'est-il passé ?

Ensemble, hommes et femmes de tous horizons, militants syndicalistes ou politiques, simples citoyens, laïques, républicains, par-delà nos différences ou même nos divergences, nous nous sommes rassemblés pour résister et nous battre.

Dans l'action, dans les grèves, les manifestations, les protestations et refus de tous ordres, dans ce mouvement pratique, concret, de liberté de conscience, de liberté de choix et de libre confrontation. Cette action, au bout du compte principal vecteur du combat pour un changement radical.

Avec les Gilets jaunes, avec nos organisations syndicales contre la réforme des retraites, pour refuser la honteuse utilisation de la crise sanitaire par Macron et ce gouvernement à leurs propres fins, pour la laïcité, contre les lois liberticides, contre l'utilisation des religions pour nous dresser les uns contre les autres, contre la destruction des services publics, de l'école et de l'université, contre les licenciements et la destruction des hôpitaux, contre la répression d'Etat, avec les jeunes manifestant aux cris de « *Fin du monde, fin du mois, même combat contre Macron* ».

Dans toutes les grandes circonstances, LFI, le Parti de gauche et Jean-Luc Mélenchon se sont retrouvés à nos côtés. A chaque fois, pendant ces cinq années, ils étaient là, ensemble, avec nous.

Ils ont même cherché, avec leur groupe à l'Assemblée nationale, à relayer, à proposer, à résister. Sans grande chance de succès. Les institutions de la Ve République ont été façonnées de telle façon qu'elles interdisent tout exercice de démocratie réelle. Elles concourent à concentrer tous les pouvoirs dans les mains d'un seul. A tel point que, depuis des mois, nous sommes « gouvernés » par un conseil de défense présidé par le président Macron, dont on ne connaît pas la composition, dont il est interdit de divulguer les délibérations et qui décide de ce que nous avons à accepter. C'est ça, les institutions de la Ve République. Sans les balayer, sans s'en débarrasser, aucune rupture de fond ne sera possible. C'est le peuple mobilisé qui,

dans la Révolution de 1789, a balayé l'Ancien Régime et a permis l'avènement d'une Assemblée constituante souveraine, seule façon d'aller au changement radical et à la démocratie.

A chaque fois avec nous, et aussi refusant la compromission, LFI, PG et Jean-Luc Mélenchon ont été parmi les rares forces politiques à refuser l'opération de Macron d'utiliser la police pour obtenir le soutien à sa politique. Hidalgo, Jadot, Roussel, Montebourg... s'y sont prêtés.

Que se passera-t-il d'ici les élections ?

Nous n'en savons rien. Constatons toutefois que les événements de Guadeloupe et de Martinique donnent une indication de ce qui mûrit en profondeur. Au point qu'ils provoquent réticences et inquiétudes. Pas pour nous.

Mais quels que soient les événements, et nous y sommes tous très attentifs, il se dessine qu'à nouveau, comme en 2017, la candidature de Mélenchon est ressentie comme portant une volonté de refus et de rupture. A nouveau, comme en 2017, et a fortiori avec tous les combats menés en commun, **nous ne nous abstiendrons pas et nous chercherons à nous rassembler. Nous voterons Mélenchon.**

Que sortira-t-il de ces élections en avril 2022 ?

Bien sûr, nous n'en savons rien et personne ne peut le prédire, tant la résistance qui a fait reculer Macron sur sa réforme des retraites rend la situation instable.

Chat échaudé craint l'eau froide, nous connaissons bien cette fameuse formule « les promesses n'engagent que ceux qui y croient ». S'agit-il d'être d'accord avec tout ce que disent et proposent LFI, le PG, Mélenchon ? D'accord ou pas, nous avons la conception de la libre discussion et de la capacité à se convaincre mutuellement. S'agit-il de donner un chèque en blanc à qui que ce soit ? Non plus. Nous avons la conception de la Commune de Paris, d'élus mandatés et révocables.

Mais nous avons une certitude. Nous avons une occasion, même au travers des élections, de nous rassembler, de nous regrouper, pour dire : nous sommes là, nous résistons, nous refusons, nous cherchons à regrouper nos forces en toute conscience, en toute liberté de critique, pour les dégauger eux et leurs institutions, pour résister, pour vivre. Et montrer ainsi la force et la puissance de ce refus, avec quoi tout le monde devra compter. En face, ils vont eux aussi se regrouper.

Avec nous, dans une volonté politique d'offensive, avec le POI, vous aussi, votez Mélenchon.

Le VIII^e Congrès national du POI,
le 12 décembre 2021

Signatures à retourner à : poi@fr.oleane.com ou POI, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris